

Miguel Amorós

Qu'est-ce que l'anarchisme ?

et autres textes



2024-2025

Miguel Amoròs :

Né en 1949. Proche de la critique situationniste et des courants « anti-industriels », est un historien, théoricien critique et militant anarchiste espagnol, vivant à Valence.

En 1968, il se fait connaître par l'agitation universitaire valencienne, qui lui vaut un procès devant le Tribunal de Orden Público et un séjour dans les prisons franquistes, avant de s'exiler en France. Dans les années 1970, il participe à la fondation de plusieurs collectifs : Bandera Negra, Tierra Libre, Barricada et Trabajadores por la Autonomía Obrera y la Revolución social. Pendant la transition démocratique espagnole, en collaboration avec Jaime Semprún (1947-2010), il publie sous le nom de "Los incontrolados" le *Manuscrit trouvé à Vitoria* en 1977.

Entre 1984 et 1992, il fait partie de la rédaction de la revue *Encyclopédie des Nuisances* (EdN) aux côtés de Jaime Semprún et Pierre Lepetit (1935-1989). Il a ensuite participé aux éditions de l'EdN jusqu'en 2008.

Depuis 1997, il a donné de nombreuses conférences dans des athénées, des centres sociaux, des bibliothèques populaires et des journées libertaires, a compilé et traduit des textes, a débattu au sein de luttes pour la défense du territoire contre son aménagement capitaliste et a écrit d'innombrables articles, prologues et ébauches de conférences. Il a apporté son soutien aux luttes contre les lignes de train à grande vitesse et les lignes à très haute tension dans la perspective d'une critique sociale de la société industrielle.

Textes disponibles sur le blog :

Et vous n'avez encore rien vu...

Critique de la technoscience et du scientisme

< <https://sniadecky.wordpress.com/tag/miguel-amoros/> >

Qu'est-ce que l'anarchisme ?

Est-ce une doctrine, une idéologie, une méthode, une branche du socialisme, une ligne de conduite, une théorie politique ? La réponse, en principe, est simple : l'anarchisme est ce que pensent et font les anarchistes et, en général, ceux qui se définissent comme ennemis de toute autorité et domination religieuse, sociale, économique et politique. Ceux qui, de différentes manières, pour la plupart véritablement conflictuelles, recherchent « l'anarchie », c'est-à-dire une société sans gouvernement, un mode de coexistence sociale étranger aux dispositions autoritaires. L'anarchisme ne serait rien d'autre que le moyen de parvenir à cette anarchie, que le géographe Élisée Reclus définissait comme « la plus haute expression de l'ordre ». En quoi consiste-t-il ?

Il existe des stratégies multiples et contradictoires pour atteindre un idéal – dont il existe différentes versions – fondé sur une négation ; c'est pourquoi on pourrait parler plus justement d'anarchismes, comme le fait, par exemple, Tomás Ibáñez. Si l'on prend également en compte la situation historico-sociale contemporaine, où l'anarchisme n'est plus grand-chose – juste un signe semi-académique d'identité juvénile qui n'a que très peu à voir avec des époques passées plus glorieuses et qui se maintient à l'abri de toute critique sérieuse et objective – les définitions pourraient s'étendre à l'infini. L'anarchisme serait donc une sorte de sac rempli de formules disparates étiquetées comme anarchistes. Les portes restent ouvertes à toute dérive, qu'elle soit réformiste, individualiste, catholique, communiste, nationaliste, contemplative, mystique, complotiste, avant-gardiste, etc. Quant à l'étourderie bon enfant des médias libertaires dû à une telle diversité, on pourrait conclure avec l'auteur ou les auteurs du pamphlet *De la misère en milieu étudiant*

(Internationale Situationniste, 1966) à propos des membres de la Fédération Anarchiste :

« Ces gens-là tolèrent effectivement tout, puisqu'ils se tolèrent les uns les autres. »

Les perspectives ne sont pas roses, car par les temps qui courent, la compréhension des phénomènes sociaux et des idéologies qui les accompagnent dépend beaucoup d'une réflexion adéquate, c'est-à-dire de la perspective apportée par la connaissance historique. Aujourd'hui encore, l'anarchisme ne manque pas d'intellectuels honnêtes, compétents et aptes à la tâche. Cependant, la caractéristique la plus courante des anarchismes postmodernes, qui naviguent dans la post-vérité et se défient de toute cohérence, c'est le rejet de ladite connaissance. De plus, selon ce type d'anarchisme, il faut intervenir sur le passé à partir du présent, comme dépositaire de ressources esthétiques, en accord avec les normes ludiques, la grammaire transgenre et les habitudes alimentaires imposées par la mode. L'engagement est d'ailleurs éphémère. Enfin, jusqu'à maintenant, à l'exception obstinée de quelques noyaux syndicalistes, l'anarchisme est réduit à un phénomène de foire du livre. Nous, qui ramons dans le sens inverse, tenterons d'expliquer cette constante aspiration à une organisation sociale sans gouvernement, donc sans État, sans autorité séparée, en nous référant à ses origines là où on les retrouve, dans les secteurs radicaux des révolutions populaires du XIX^e siècle.

En premier lieu, il nous faudra combattre la manie de certains idéologues anarchistes, à commencer par Kropotkine, Reclus, Rocker et l'historien Nettlau, à découvrir des ancêtres à chaque moment de l'histoire et en tout lieu. De ce point de vue, l'anarchisme ne serait pas une idée nouvelle, mais quelque chose d'aussi vieux que l'humanité, intemporel, éternel, inscrit dans l'être biologique de l'espèce humaine. Ainsi Diogène le cynique et Zénon le stoïque, Lao Tseu, Épicure, Rabelais, Montaigne ou Tolstoï seraient des anarchistes. Des traces libertaires se retrouveraient dans les communes médiévales, chez les Diggers anglais, dans le libéralisme philosophique de Spencer et Locke, dans l'œuvre politique de Stuart Mill et William Godwin, dans toute contestation de l'ordre établi... Nous n'avons rien à objecter à cela, mais nous dénonçons la tentative latente dans cette approche antihistorique de fabriquer une

idéologie interclassiste en niant au mouvement ouvrier son rôle décisif dans la genèse des idées anarchistes. Cette approche a eu des effets désastreux sur la pratique antiautoritaire. Les promoteurs et défenseurs de cette thèse cherchaient à transcender la réalité sociale non à travers des interventions pratiques dans la sphère politico-sociale, mais à travers la propagande, à travers un effort intense d'éducation des masses susceptible de provoquer une évolution progressive de la mentalité populaire jusqu'à des niveaux élevés de conscience. Pour les propagandistes pédagogiques, surtout les plus immobiles et arrivistes, comme Abad de Santillán, l'anarchisme était simplement « un désir humaniste », le nouveau nom pour « une attitude et une conception humaniste de base », une doctrine ni spécifique ni concrète, un vague idéal éthique ayant toujours existé, présent dans n'importe quelle classe sociale et qui – ajouta Federica Montseny – avait trouvé dans la péninsule Ibérique la tradition, le tempérament racial et le fier amour de la liberté plus fortement marqués que partout ailleurs. Dans le prologue d'un livre de l'étatiste Fidel Miró, Santillán affirme avec une ambiguïté calculée :

« l'anarchisme exige la défense, la dignité et la liberté de l'homme en toutes circonstances, dans tous les systèmes politiques, d'hier, d'aujourd'hui et de demain... [...] Il n'est lié à aucun type de construction politique et ne propose pas non plus un système de remplacement. »

Il ne s'agissait donc pas d'un projet homogène mais pluriel, hybride, dont les fondements, les objectifs et les stratégies de mise en œuvre – si on doit en croire le suspect Gaston Leval, qui proposait de donner à l'anarchisme une « base scientifique » en renforçant le réalisme « constructif » en politique et en économie – il n'existait aucun accord « parmi les théoriciens les plus compétents dans ce domaine » (*Précisions sur l'anarchisme*, 1937). Les spéculations sur les références majeures de l'anarchisme orthodoxe en Espagne en 1936 ont abouti aux lieux communs du libéralisme politique, lequel se comprend comme une illustration de l'extrême adaptabilité de ses convictions aux principes et institutions républicains bourgeois.

Rudolf Rocker voyait dans l'anarchisme la confluence de deux courants intellectuels promus par la Révolution française : le socialisme et le libéralisme. Précisons que l'un était prolétarien, l'autre bourgeois.

Néanmoins, ladite confluence ne constituait pas un système social fixe, mais plutôt « une tendance claire de l'évolution de l'humanité qui [...] aspire à ce que toutes les forces sociales se développent librement dans la vie » (*Théorie et pratique de l'anarchosyndicalisme*). Albert Libertad, directeur de la revue individualiste *L'Anarchie*, n'était pas d'accord :

« Pour nous, l'anarchiste est celui qui a dépassé en lui les formes subjectives de l'autorité : religion, patrie, famille, respect humain ou tout ce qu'on veut, et qui n'accepte rien qui ne soit passé par le tamis de sa raison autant que ses connaissances le permettent. »

L'anarchie ne saurait être autre chose que

« la philosophie du libre examen, qui n'impose rien par l'autorité et cherche à tout prouver par le raisonnement et l'expérience ».

Pour Sébastien Faure, l'anarchie

« comme idéal social et comme réalisation effective répond à un *modus vivendi* dans lequel, affranchi de tout assujettissement juridique et collectif au service de la force publique, l'individu n'aura d'autres obligations que celles imposées par sa conscience. »

Son compagnon Janvion déclarait que l'anarchisme était « la négation absolue de l'autorité de l'homme sur l'homme » ; Emma Goldman est allée plus loin en consacrant l'individu comme la mesure de toutes choses :

« L'anarchisme est la seule philosophie qui redonne à l'homme la conscience de lui-même, qui soutient que Dieu, l'État et la société n'existent pas, qu'ils sont des promesses vides et vaines, puisqu'elles ne peuvent être obtenues que par la subordination de l'homme. »

Quoique de manière abstraite, des questions telles que la production et la répartition ont été évoquées, sans pour autant les approfondir. Dans son petit livre *L'anarchisme. Ce qu'il signifie réellement*, elle disait :

« L'anarchisme est la philosophie d'un nouvel ordre social basé sur la liberté sans restrictions, la théorie selon laquelle tous les gouvernements sont basés sur la violence et sont donc suspects et dangereux, autant qu'inutiles [...] Il représente un ordre social fondé sur le libre regroupement d'individus dans le but de produire de la richesse sociale, un ordre qui garantit le libre accès à la terre et la pleine jouissance des besoins de la vie... »

Soledad Gustavo a brièvement déclaré que l'anarchie était « l'expression véritable de la liberté totale » et sa fille Federica Montseny, qui n'oubliait pas son public ouvrier, a souligné ce que disait sa mère :

« L'anarchisme est une doctrine fondée sur la liberté de l'homme, sur son pacte ou libre accord avec ses pairs et sur l'organisation d'une société dans laquelle il ne doit y avoir ni classes, ni intérêts privés, ni lois coercitives d'aucune sorte. » (*Qu'est-ce que l'anarchisme ?*)

Vu la pratique fédérquiste de l'idée, José Peirats se demandait dans son petit dictionnaire de l'anarchisme si l'anarchie « est une idée qui peut s'inscrire dans le livre des recettes politiques révolutionnaires ou est-ce une masse vaporeuse qui se dissout lorsqu'on tente de l'appréhender ? ». Il craignait qu'il ne s'agisse que d'un « principe dilué », d'une consigne éthérée, et non, comme le disait sa chère Emma, « de la conclusion à laquelle sont parvenus des multitudes d'hommes et de femmes déterminés par l'observation détaillée des tendances de la société moderne », ou, selon les paroles d'Élisée Reclus :

« le but pratique, activement recherché par des multitudes d'hommes unis et résolument coopérant à la naissance d'une société où il n'y a pas de maîtres... »

Malgré le rôle indéniable et décisif des masses anarchistes dans les révolutions du siècle dernier, pour autant qu'on recherche dans la littérature anarchiste classique, nous trouverons peu de références à la révolution comme moyen de transformer la société. En raison des implications violentes qu'elle contient nécessairement, la révolution contredisait les postulats pacifistes de l'idéologie qui, ne l'oublions pas, est souvent présentée comme un idéal éthique et non autoritaire ; ou comme une rébellion morale (Malatesta), une subjectivité libérée (Libertad), « une conduite au sein de tout régime » (Alaiz)... Les rodomontades révolutionnaires étaient le propre des hommes d'action, dont le modèle est Bakounine, plus intéressés à vaincre le parti de la réaction oppressive qu'à construire une utopie en opérant depuis un bureau selon des directives impeccables. Ceux-ci concevaient l'action fondamentalement comme une lutte, un combat, une confrontation, et non comme une pédagogie et une expérimentation.

Néanmoins, l'épithète « anarchiste » a toujours été utilisée pour décrire ce que les factions conservatrices considéraient comme des excès révolutionnaires. Lors de la Révolution anglaise, il apparaît pour la première fois utilisé dans un sens péjoratif contre les « Niveleurs » et quiconque voulant modifier l'ordre établi et ne reconnaissant pas le pouvoir dominant, notamment la hiérarchie ecclésiastique (anarchiste était synonyme de radical, athée ou anabaptiste). Pendant la Révolution française, les républicains modérés qualifiaient d'anarchistes tous ceux qui voulaient poursuivre le processus révolutionnaire plutôt que de l'arrêter, aussi bien les jacobins que les enragés et les hébertistes. Enfin, le premier à se définir comme anarchiste, dans un sens positif, fut Pierre-Joseph Proudhon dans son célèbre ouvrage *Qu'est-ce que la propriété ?* où il appela anarchie « l'absence de maîtres et de souverains, tel est la forme de gouvernement dont nous approchons tous les jours ». Il fut également le premier à considérer la classe ouvrière comme une force sociale autonome, opposée à la bourgeoisie. Dans d'autres domaines, il fut beaucoup moins novateur. Peu de temps après, Anselme Bellegarrigue affirma dans son *Manifeste* de 1850 que « l'anarchie c'est l'ordre, l'État c'est la guerre civile ». Max Nettlau nous a fait connaître d'autres révolutionnaires actifs depuis le milieu du XIX^e siècle, partisans d'un socialisme sans chefs : Joseph Déjacque, Ernest Coeurderoy, Carlo Pisacane, César De Paepe, Eugène Varlin, Ramón de la Sagra..., que l'on pourrait bien considérer comme anarchistes même s'ils n'ont pas utilisé ce terme. Nous n'aurons donc pas tort en définissant l'anarchisme comme un courant anti-autoritaire du socialisme révolutionnaire, produit intellectuel de la lutte de classes naissante, typique de la société capitaliste dans les premières phases de l'industrialisation. Dans la correspondance de Proudhon on trouve l'énoncé le plus complet de l'idéal :

« L'anarchie est une forme de gouvernement ou de constitution où la conscience publique ou privée, façonnée par le développement de la science et du droit, suffit à elle seule à maintenir l'ordre et à garantir toutes les libertés ; où par conséquent le principe d'autorité, les institutions policières, les moyens de prévention ou de répression, la fonction publique, les impôts, etc., sont réduits à leur expression minimale ; où, à plus forte raison, les formes monarchiques et la forte centralisation disparaissent et sont remplacées par des institutions fédératives et des coutumes communautaires. »

L'Association internationale des travailleurs (AIT) constitua une étape importante dans l'organisation du prolétariat, car elle lui donna des objectifs non seulement économiques, mais aussi politiques. Les affrontements entre les différentes factions qui la composaient provoquèrent son déclin. Durant la période courte et intense de l'AIT, Bakounine sut convertir la notion peu développée de socialisme libertaire en une théorie politique cohérente et révolutionnaire. Les vents soufflaient en faveur de la révolution sociale ; Bakounine, en possession d'un extraordinaire bagage de connaissances historiques et philosophiques, ne fit que les traduire en idées pratiques. La classe ouvrière était le sujet de la révolution, et donc le bétail de l'anti-autoritarisme, c'est pourquoi il lui fallait tracer des lignes stratégiques différentes du réformisme social-démocrate caractéristique de la tendance marxiste. Le concept d'anarchie reprenait son sens originel d'émeute destructrice dans une perspective créative. Pour Bakounine, c'était

« la manifestation sans restriction de la vie libérée des peuples, d'où doivent provenir la liberté, la justice, l'ordre nouveau et la force même de la révolution. »

Ainsi donc, l'anarchie serait l'éclatement incontrôlé des passions populaires surmontant les obstacles de l'ignorance, de la soumission et de l'exploitation, et que les agitateurs présents en son sein guideraient jusqu'à la destruction de toutes les institutions existantes. Au Congrès de Saint-Imier (1872) sera votée une de ses propositions :

« La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat. »

Contrairement aux idéologues ultérieurs, Bakounine ne cherchait pas à décrire la nouvelle société dans ses diverses facettes, résultat pour lui de l'entrée de tous les travailleurs dans l'Internationale. Il serait question d'une « société naturelle soutenant et renforçant la vie de tous » et qui consisterait en :

« une nouvelle organisation sans autre base que les intérêts, les besoins et les inclinations naturelles des peuples, ni aucun autre principe que la libre fédération des individus en communes, des communes en provinces, des provinces en nations et enfin de celles-ci aux États-Unis d'Europe d'abord, et plus tard du monde entier » (*Programme des Frères Internationaux*).

Les scissions et les expulsions dans l'Internationale, la défaite de la Commune de Paris, la répression des révoltes internationalistes en Espagne, l'échec de l'insurrection paysanne en Italie et les persécutions qui ont suivi ont bloqué l'avancée du mouvement ouvrier, réduit à de petits cercles dédiés principalement à la diffusion des idées. Dans ce mouvement se sont distingués Kropotkine, Reclus, Malatesta et leurs compagnons. La mort de Bakounine signifia la quasi-disparition de son héritage théorique. Aucun de ses disciples ne lut jamais Hegel, Fichte, Feuerbach ou Comte, et rares sont ceux qui étudièrent vraiment Babeuf, Weitling ou Proudhon. Dans cette période postrévolutionnaire, le terme « anarchiste » se généralisa et apparut une idéologie totalement différente, extérieure aux classes opprimées, qu'on devait instruire par une propagande doctrinale et un comportement exemplaire. Cela ne constituait pas vraiment un système, au contraire du marxisme. Par ailleurs, la sacralisation de Godwin, Tolstoï, Thoreau et Stirner – auteurs pas du tout partisans des révolutions – ajouta des éléments conflictuels à la réflexion idéologique. Des courants subalternes souvent contradictoires et incompatibles se sont développés : des idées plaçant l'élaboration de la société future avant le combat contre le présent, le communisme (à chacun selon ses besoins) au collectivisme (à chacun selon son travail), le communalisme à l'individualisme, l'organisation à la spontanéité, la réflexion à l'action, le pacifisme à la violence, la propagande à l'expropriation ou à l'attentat, la légalité à la clandestinité, le parti politique à l'association économique, etc. La confusion était telle qu'un intellectuel proche des idées anarchistes, Octave Mirbeau, finit par observer que « *les anarchistes ont de larges épaules ; comme le papier, ils supportent tout* ». Pour d'autres, indifférents à la théorie comme à l'action, tout était anarchisme. L'essentiel était la finalité ; les moyens, souvent en contradiction avec les buts, étaient secondaires. Tárrida del Mármol a inventé « l'anarchisme sans adjectifs », avec lequel la véritable expression du mouvement prolétarien révolutionnaire, reflétée dans l'œuvre de Bakounine et de l'Internationale antiautoritaire, serait sacrifiée sur l'autel des interprétations doctrinales, nébuleuses et sectaires de la réalité. L'anarchisme comme idéal d'une société émancipée et en même temps comme méthode d'action, simple variante du socialisme révolutionnaire, ne semblait pas suffisant.

Gustav Landauer a voulu revenir à la base en écrivant :

« L'anarchisme est le but que nous poursuivons, l'absence de domination et d'État ; la liberté de l'individu. Le socialisme est le moyen par lequel nous voulons réaliser et garantir cette liberté. »

Le prince Kropotkine proposa plutôt d'organiser le *corpus* théorique anarchiste, de trouver une base philosophique différente de celle de Bakounine, de lui donner des racines biologiques, de fixer comme objectif final le communisme libertaire et de diffuser un optimisme scientifique qui s'enracina plus que toute autre chose parmi les masses opprimées. Il fut l'auteur le plus lu et le plus influent de l'histoire de l'anarchisme.

Kropotkine a remodelé l'anarchisme en une philosophie matérialiste, scientifique, évolutionniste, athée et progressiste, le faisant aboutir à une éthique qu'il n'a pas réussi à achever. Les philosophes anglais et les découvertes scientifiques du XVIII^e siècle, et bien sûr Darwin, lui fournirent le matériau sur lequel il construisit son édifice idéologique, où le progrès scientifique acquit le rang de force déterminante en lieu et place de la lutte des classes. Dans sa brochure *La Science moderne et anarchie*, il déclare :

« L'anarchisme représente une tentative d'appliquer les généralisations obtenues par la méthode déductive-inductive des sciences naturelles à l'appréciation de la nature des institutions humaines, ainsi qu'à la prévision, sur la base de ces évaluations, des aspects probables du futur chemin de l'humanité vers la liberté, l'égalité et la fraternité. »

Ailleurs il insiste de même :

« L'anarchisme est une conception de l'univers basée sur l'interprétation mécanique de phénomènes qui embrassent toute la nature, sans exclure la vie en société. »

Dans son article pour l'*Encyclopædia Britannica*, il s'en tient aux classiques et définit l'anarchisme comme :

« un principe ou une théorie de la vie et la conduite que conçoit une société sans gouvernement, dans laquelle l'harmonie n'est obtenue ni par la soumission à la loi, ni par l'obéissance à l'autorité, mais par des accords libres établis entre les différents groupes, territoriaux et professionnels, librement mis en œuvre pour la production et la consommation, et pour la satisfaction de l'infinie variété des besoins et des aspirations d'un être civilisé. »

Carlo Cafiero, compagnon de Bakounine, avait une conception plus dynamique de l'anarchisme :

« L'anarchie, aujourd'hui, est une force d'attaque ; Oui, c'est la guerre contre l'autorité, contre le pouvoir de l'État. Dans la société future, l'anarchie sera la garantie, l'obstacle au retour de toute autorité et de tout ordre, de tout État. »

L'anarchie et le communisme avançaient unis, comme l'exigence de liberté et la demande d'égalité (*Anarchie et communisme*, 1880). Malgré cela, la distinction métaphysique entre le communisme libertaire et l'anarchie proprement dite de certains doctrinaires imposa de nouvelles précisions. Pour le disciple Carlos Malato l'anarchie était le complément du communisme :

« un État dans lequel la hiérarchie gouvernementale soit remplacée par la libre association des individus et de leurs groupements ; la loi contraignante pour tous et d'une durée illimitée, par le contrat volontaire ; l'hégémonie de la fortune et du rang, par l'universalisation du bien-être et l'équivalence des fonctions, et enfin le remplacement de la morale actuelle, d'une férocité hypocrite, par une morale supérieure qui naîtra naturellement du nouvel ordre des choses. » (*Philosophie de l'anarchisme*)

Notons l'absence de toutes indications sur la manière d'accéder à ce paradis de la liberté, les formes que pourraient prendre l'action quotidienne, sans oublier sa perspective révolutionnaire. Des agitateurs comme Pelloutier et Pouget se rendirent parfaitement compte du danger du manque de définition méthodologique concernant la lutte quotidienne et invitèrent les anarchistes à rejoindre les syndicats.

Malatesta choisit une voie médiane qui, au-delà de la grève, incluait l'insurrection et qui, au-delà du syndicat, prenait en compte d'autres facteurs de lutte. Dans les pages de *La Protesta* (Buenos Aires), il évoqua la société du futur comme « une société rationnellement organisée dans laquelle personne n'a les moyens de soumettre et d'opprimer les autres ». Et il définit l'anarchisme comme « la méthode permettant de parvenir à l'anarchie par la voie de la liberté, sans gouvernement, sans que personne – même doté de bonnes intentions – n'impose sa volonté aux autres ». Cela venait d'un seul principe : l'amour de l'humanité. Selon la conception humaniste de Malatesta, on était anarchiste par sentiment

plutôt que par conviction raisonnée, la philosophie et la science n'avaient donc pas grand-chose à voir. Pas plus que le développement historique ou les conditions économiques. C'était une question de volonté. Chacun pouvait être anarchiste, quelles que fussent ses croyances philosophiques ou ses connaissances scientifiques ; il suffisait de vouloir l'être. Il s'est lui-même déclaré anarcho-communiste. Concernant l'anarchie, il la décrit dans le pamphlet du même nom comme

« l'état d'un peuple gouverné sans autorité constituée, une société d'hommes libres et égaux fondée sur l'harmonie des intérêts et la contribution volontaire de tous, pour satisfaire les besoins sociaux. »

Au cours de sa vie, Malatesta a dû beaucoup parler de l'idéal, de l'anarchie, « une société fondée sur le libre accord, où chaque individu pourrait atteindre le maximum de développement possible », qu'il ne distinguait pas du communisme libertaire :

« L'organisation de la vie sociale à travers des associations libres et des fédérations de producteurs et de consommateurs. »

Dans ses derniers écrits, il a réaffirmé les convictions de toute une vie :

« L'anarchie est un mode de coexistence sociale dans lequel les êtres humains vivent comme des frères, sans que personne n'opprime ni n'exploite les autres et où chacun a à sa disposition les ressources par lesquelles la civilisation de l'époque lui permet d'atteindre le plus haut niveau de développement moral et matériel. »

Contrairement à la plupart des propagateurs de l'idéal, Malatesta insistait sur le fait que la manière de parvenir à l'anarchie passait par l'organisation des anarchistes autour d'un programme, en utilisant l'arsenal révolutionnaire pour abolir l'État et « toute organisation politique basée sur l'autorité ». Les moyens devaient être en adéquation avec les fins. Si celles-ci étaient révolutionnaires, ceux-là devaient l'être aussi.

Le militantisme anarchiste au sein des syndicats déplaça l'action collective vers la sphère économique, s'éloignant encore davantage de la politique. La semence de l'idéal parmi les exploités eut un fils spirituel : le syndicalisme révolutionnaire. La Charte d'Amiens de 1906, son acte de naissance, consacrait la fonction première du syndicalisme, non seulement dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail, mais dans la préparation

« à l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; celui-ci prône la grève générale comme moyen d'action et estime que le syndicat, aujourd'hui groupe de résistance, sera dans le futur groupe de production et de distribution, base de l'organisation sociale. »

Pour éviter tout malentendu, l'un des principaux théoriciens de ce type de syndicalisme, opposé au syndicalisme politique et réformiste, Pierre Besnard, définissait le syndicat comme « la forme organique que l'anarchie acquiert pour lutter contre le capitalisme ». En Espagne, pays où le mouvement ouvrier a été le plus étroitement lié à l'anarchisme, Salvador Seguí a précisé que le syndicat était « l'arme, l'instrument de l'anarchisme pour mettre en pratique les aspects les plus immédiats de sa doctrine ». Il était donc plus cohérent de parler d'anarcho-syndicalisme, selon Rudolphe Rocker, autre théoricien et fondateur de l'AIT en 1923, comme « le résultat de la fusion de l'anarchisme et de l'action syndicale révolutionnaire ».

Après que Kropotkine et quinze autres se sont ralliés à l'« union sacrée » lors de la Première Guerre mondiale, les anarchistes n'ont eu d'autre choix que d'exacerber leur antimilitarisme, et la confédération syndicale était l'organisation de masse la plus appropriée pour libérer les idéologies anarchistes du monde métaphysique et guerrier. Des objectifs économiques concrets tels que l'abolition des monopoles, l'expropriation des terres et des moyens de production, le travail collectif, la répartition socialiste, la suppression des salaires et de l'argent ou le souvenir des martyrs de Chicago, ont progressivement supplanté la rhétorique libérale et les clichés de l'individualisme dans la propagande de « l'idée ». Malheureusement, d'autres questions telles que la Commune de Paris, l'influence des magonistes sur la paysannerie mexicaine, le Conseil ouvrier en tant qu'organisation de classe dans la Révolution allemande, la répression de l'anarchisme en Russie – en particulier la défaite du mouvement insurrectionnel makhnoviste – ou les scissions bolchevisantes dans le mouvement ouvrier anarchiste d'Amérique latine, n'eurent que très peu d'écho dans la presse libertaire et syndicale. L'anarchisme a réussi à survivre en tant que mouvement grâce à ses liens avec les travailleurs, mais, sauf en Espagne, il n'a pas atteint la force suffisante pour résister à la poussée du fascisme.

Dans les années 1920, il y eut une guerre larvée entre syndicalistes anarchistes, communistes et individualistes qui bloqua toute tentative d'organisation spécifique. Le remède proposé par les exilés makhnovistes, la « plateforme Archinov », fut pire que le mal. Une organisation qui s'apparente à un parti politique a suscité de nombreuses réticences quant à la possibilité de s'implanter dans les groupes anarchistes. Sébastien Faure proposa une organisation « de synthèse », avec laquelle les choses resteraient en l'état. Il s'agissait plutôt d'un pacte de non-agression, d'un apaisement dans une atmosphère raréfiée à la manière d'un anarchisme « sans adjectifs ». Sa définition de l'anarchisme fut à la hauteur de sa proposition :

« C'est l'expression la plus haute et la plus pure de la réaction de l'individu contre l'oppression politique, économique et morale que lui imposent toutes les institutions autoritaires, et d'autre part, l'affirmation la plus ferme et la plus précise du droit de tout individu à son développement intégral par la satisfaction de ses besoins dans tous les domaines. » (*La Synthèse anarchiste*).

Cependant, les discussions plus ou moins banales n'ont jamais quitté le milieu libertaire. Les polémiques sur la légalité et le pacifisme étaient constantes. Même les conflits byzantins entre les puristes du communisme et les « libéraux exaspérés » (Georges Darien *dixit*) n'ont cessé de se produire. L'idéologie tendait ses pièges. Souvent, des chapelles se formaient, on insistait sur des détails secondaires et des aspects périphériques, le *je* était apostasié dans des réunions qui duraient jusqu'à l'ennui, on soutenait des principes avec des intentions paralysantes, l'organisation était boycottée comme oppressive en soi, tout accord contraignant était décrit comme autoritaire et toute réflexion historique comme inutile... Trop de confusion mentale, trop de narcissisme, trop de dogmes doctrinaux et de formules creuses, qui ont conduit, dans les années 1930, l'anarchisme au naufrage. En réalité, ce type d'anarchisme détestait l'action et se contentait de simulacres. Il a fallu Camillo Berneri pour dénoncer (dans *L'Adunata dei Refrattari*) ce qu'il appelait le « crétinisme anarchiste » et se consacrer à traiter de façon critique la réalité sociale afin de rendre l'époque intelligible – y compris l'anarchisme –, condition préalable pour tenter de la changer. Logiquement, il se soucia peu de la

postérité (il est allé jusqu'à dire que « l'anarchie est une religion ») pour apporter plutôt de vraies réponses à des problèmes concrets, qu'ils heurtent ou non l'orthodoxie. Il a parlé de manière provocante d'un « État libertaire » montrant la véritable anarchie comme une structure administrative fédérale totalement décentralisée. Ses ouvrages traitaient toujours de problèmes précis ou de questions théoriques urgentes, jamais ou presque jamais de principes ou de finalités. Malheureusement, il y en eut peu comme lui. L'assassinat de Berneri en mai 1937 priva l'anarchisme de son esprit le plus clair.

La guerre civile espagnole fut à la fois le point culminant de l'anarchisme (milices, comités antifascistes, socialisation) et l'abîme dans lequel il tomba (l'idée selon laquelle les conquêtes révolutionnaires se défendaient mieux en reculant). De nombreuses vaches sacrées restèrent silencieuses, faisant même preuve de compréhension envers le « circonstantialisme » de la bureaucratie dirigeante de la CNT-FAI. La véritable scission de l'anarchisme s'est produite entre les inconditionnels de la politique collaborationniste de la direction des comités bureaucratiques et les compagnons critiques solidaires avec les libertaires espagnols. Après la victoire de Franco, l'idéologie ne pouvait pas revenir sur la scène ibérique comme si de rien n'était et sans que ses partisans ne prennent d'abord la mesure de l'échec de la révolution et du monstrueux anarchisme d'État qui donna lieu aux capitulations de 1936-37. Ils ne l'ont pas fait et les conséquences se payent encore aujourd'hui. Malgré les regrets, l'épuisement historique de l'anarchisme, tel qu'on pouvait le concevoir dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, n'a pas signifié la mort de l'idéal, mais plutôt l'impossibilité de sa reformulation passéiste. Par exemple, la confiance de Kropotkine en la science et sa foi dans le progrès moral sont intenables. Le syndicalisme à l'ancienne n'est plus d'actualité. Les visions futuristes de l'anarchisme d'autrefois semblent aujourd'hui extrêmement enfantines.

À mesure que le mouvement ouvrier traditionnel se dissout et que le capital pénètre dans tous les recoins de la vie, l'anarchisme réapparaît, moins comme une idéologie postmoderne que comme un état d'âme diffus, se tournant vers le féminisme, le monde du travail, la ruralité, l'anti-développement, la culture populaire et l'éducation alternative. Il

devra se coordonner sur ces terrains, trouver de nouvelles modalités pratiques de lutte anticapitaliste et élaborer les armes théoriques pour faire face à la réaction identitaire, avec ses idées néfastes sur le pouvoir et la vérité, le genre et le sexe, la religion et la race, la langue et la nourriture ; avec son essentialisation des différences, son anti-universalisme, son relativisme, ses ennemis fictifs, sa technophilie... À moins de préférer se vautrer dans la poubelle proposée par des croyances irrationnelles et sectaires qui, pour ajouter au confusionnisme, se définissent comme anarchistes bien qu'elles ne le soient pas.

Miguel Amorós, 25 août 2024.

Texte original en espagnol :

“¿Qué es el anarquismo?”



L'anarchisme aujourd'hui

*La pensée libertaire et
la participation populaire au XXI^e siècle*

« Il n'y a pas d'anarchisme plus authentique
que celui capable de diriger vers lui
le plus implacable des regards critiques. »

Tomás Ibáñez.

Aujourd'hui, avec un appareil d'État hyper-développé, notamment sur le plan militaire, inféodé à un marché omniprésent, et en l'absence de forces sociales pour le contester, le mot « révolution » a disparu du vocabulaire des opprimés et des exploités. Nulle part on ne voit une convergence massive d'insatisfactions de toutes sortes qui rend inévitables les grands bouleversements sociaux. Personne ne sent l'approche de grands changements, et rares sont ceux qui les souhaitent ; au contraire, la plupart les craignent. Dans ces conditions, le rejet du principe d'autorité – fondamental pour les libertaires – se heurte au mur infranchissable de la résignation et de la peur, fléaux idéaux pour un développement infini de l'État. La pensée anti-autoritaire, incapable de converger avec une quelconque révolte digne de ce nom, s'enferme dans la propagande, tandis que l'action, rare et déconnectée d'une réflexion réellement subversive, n'a pas « l'audace de l'idée » (comme dirait Kropotkine) et, après les premiers moments d'euphorie existentielle, suivra des chemins qui la contrediront jusqu'à ce qu'elle s'évanouisse.

D'un côté, la longue paralysie du mouvement ouvrier a réduit au minimum les organisations anarcho-syndicalistes, axe autour duquel tournait le mouvement libertaire. L'institutionnalisation bureaucratique des négociations syndicales a rendu très difficile l'action directe de

travailleurs de moins en moins combatifs. D'un autre côté, la désintégration des idées de la modernité – universalité, raison, progrès – a précipité l'anarchisme d'aujourd'hui – celui qui vient de l'occupation des places, de la musique punk et de l'altermondialisme de la jeunesse – dans le présentisme, l'intersectionnalité, l'identitarisme et l'oubli. Pour couronner le tout, la présence majoritaire à la surface des conflits de membres des classes moyennes salariées, dont il est notoire qu'elles s'identifient à l'État, aux méthodes autoritaires et aux lois bourgeoises, a entraîné tout mouvement de contestation dans la fluidité relativiste, la confusion et le possibilisme ¹. Une fois le prolétariat radical évaporé et la mentalité mésocratique [propre à la classe moyenne ; NdT] consolidée, au lieu d'ébranler la suprématie de l'État et le respect des gouvernements, la protestation sociale tend à s'autolimiter dans ses revendications et à se confiner au local, sans remettre en cause *de facto* la légitimité des institutions, ni questionner sérieusement le jeu politique de la domination. Sous prétexte d'obtenir des résultats immédiats ou de répudier la violence, l'engagement est évité, la cause révolutionnaire est ralentie et déplacée vers un horizon lointain inatteignable.

De nombreux changements régressifs ont eu lieu dans la société sous le régime capitaliste, et pas seulement dans le mouvement syndical : la division du travail, la sociabilité populaire, le lien générationnel, la propagation des psychopathologies, la bureaucratisation, etc. Le système dominant s'est sophistiqué et renforcé à mesure que, grâce aux technologies de l'information et à l'endettement, son pouvoir s'est accru et sa portée s'est élargie. En conséquence, le schéma bipolaire bourgeoisie/prolétariat n'explique plus rien, car il est depuis longtemps hors de la réalité. La révolution résultant d'un tel affrontement de classes est désormais impossible. Il n'existe pas non plus de projet révolutionnaire crédible fondé sur cette prétendue rivalité. La généralisation du salariat, des services publics, l'atomisation, la consommation, la surveillance numérique et, répétons-le, l'influence politico-idéologique des classes

¹ En espagnol, *possibilismo* : orientation politique qui s'oppose au radicalisme, au fondamentalisme ou à l'extrémisme en optant pour la négociation et le compromis avec les opposants politiques. Possibilisme : philosophie du possible qui consiste à ouvrir un millier de voies sans aller au bout d'aucune. [NdT]

moyennes sont autant de facteurs qui ont modifié substantiellement la nature des classes et leurs rapports de force, tout en aiguisant les antagonismes et en désarmant les consciences. Les mécanismes de domestication et de soumission sont de plus en plus efficaces et les moyens de contrôle social de l'État de plus en plus puissants. Le poids écrasant du présent, source principale du conformisme, et le mépris de la mémoire qui en découle, ont dilué la confiance dans l'avenir, puis dans l'utopie, où reposaient les espoirs de transformation révolutionnaire.

La question sociale, qui dans la société des classes en confrontation se reflétait de manière unifiée dans l'objectif de l'émancipation prolétarienne, aujourd'hui, sans sujet historique pour la porter, sans communauté ouvrière pour l'incarner, sans projet de société pour la mettre en avant, est dispersée dans une pluralité d'enjeux hétérogènes et séparés les uns des autres, chacun circonscrit dans ses propres « mouvements sociaux » : féministe, gay, écologiste, antimilitariste, squatteur, anti-développement, pro-logement, végan, etc. Là où il y avait une classe, il y a maintenant différents collectifs interclasses, chacun avec ses objectifs spécifiques et sa dynamique particulière, incapable de se constituer en un sujet universel, puisque chacun d'entre eux ne pourra jamais fusionner ensemble toutes leurs particularités, y compris la sienne, en une seule. Ils ne prétendent d'ailleurs pas même essayer. Ce qui les caractérise tous, c'est la timidité dans l'action et l'ambiguïté de leurs objectifs, ce qui correspond bien à la volonté isolationniste, à l'activisme virtuel et au refuge dans le présent. Dans ce contexte, les gestes sans conséquences, les tactiques réformistes et la tendance à s'accommoder des institutions prennent le dessus sur les alternatives réelles de changement et le désir d'auto-organisation pour les réaliser. Là où les références manquent et où les mesures légalistes prévalent, là où l'action se confond avec le spectacle et où le débat reste prisonnier des réseaux sociaux, la participation authentique est réduite à néant : dans un tel scénario, la démocratie directe n'est pas viable. Et sans elle, il n'y a pas de révolution.

Nombre d'auteurs proches sont très valables – par exemple Murray Bookchin, James Scott, David Graeber, Jacques Ellul, Lewis Mumford, Günther Anders, Raoul Vaneigem, etc. –, mais il n'y a pas de raisonnement spéculatif, économique ou scientifique, qui explique de

manière convaincante le moment présent dans son intégralité, et encore moins qui offre une base théorique complète avec laquelle s'orienter dans la *praxis*. L'époque actuelle n'est pas propice à la libre discussion collective, ni même à la discussion tout court. L'ordre établi maintient les masses occupées à d'autres choses. La pensée des masses reste donc en sommeil. Piètre compensation, les idéologies progressistes et les orthodoxies passées, qu'elles soient ou non de tendance ouvriériste, le sont aussi, puisqu'elles sont dépassées, hors jeu, tout comme le concept de prolétariat du XIX^e siècle. Au lieu de cela, malheureusement, l'époque se prête très bien à des formules salvatrices telles que la décroissance, la fuite à la campagne, l'« assaut » contre les institutions, le nouveau pacte vert ou l'économie circulaire. Elle est également propice aux fondamentalismes rédempteurs, aux patriotismes de clocher et aux catastrophismes apocalyptiques souvent utilisés par la domination. C'est pourquoi la pensée libertaire contemporaine, si elle veut être utile, doit d'abord lutter contre tous les discours irrationnels, s'abstenir d'inventer un nouveau *credo* post-moderne et encore moins de créer une organisation polymorphe pour le diffuser. Elle doit démêler les mensonges de l'économie et redresser les torts de l'histoire. Elle doit démasquer les prêches démagogiques du pouvoir. Elle doit démasquer les illusions de l'idéologie et démontrer l'inutilité pernicieuse de l'État. Avec ces objectifs en tête, elle doit partir de l'existant de manière critique et y pénétrer, en promouvant, de manière générale, les évolutions rupturistes qui conduisent à une société sans maîtres : le processus de désindustrialisation, de démarchandisation, de désurbanisation, de démilitarisation, de décentralisation et de désétatisation.

Certes, les partisans du libre accord, de l'autogestion, de l'équilibre avec la nature et de formes de vie collectives ou communautaires sont loin d'opposer aux forces de domination une force d'une ampleur supérieure. Mais il est vrai aussi que de petites batailles sont menées dans les domaines les plus divers, qui doivent nécessairement converger les unes vers les autres parce qu'elles trouvent leur origine dans les contradictions du système lui-même : dans les domaines des loyers, des expulsions, de l'emploi, des retraites, du patriarcat, de la sexualité, de l'alimentation, des soins médicaux, de l'immigration, des prisons, des infrastructures

industrielles et routières, des médias, de la défense du territoire, et ainsi de suite. Lorsque les luttes atteindront un certain niveau, quand elles déborderont l'ordre public, une énergie suffisante sera libérée pour accroître la capacité populaire d'auto-organisation, de solidarité et d'unité, créant les conditions pour l'émergence de structures communautaires – horizontales, basées sur des assemblées et fédératives – la formation d'institutions autonomes, en dehors de l'État, qui pourront résister aux manœuvres des partis et aux manipulations extérieures.

Un climat de guerre civile favorise l'éveil des initiatives populaires et le développement intellectuel et moral des opprimés. La destruction, comme dirait Bakounine, devient une force créatrice. Mais dans un contexte de pouvoir quasi absolu de la classe dominante, l'action constructive provoque plus de fissures dans l'immobilisme imposé par sa domination que l'action destructive, beaucoup moins praticable. Néanmoins, la négation suit de près l'affirmation. Plutôt que des tactiques de l'intérieur, violentes ou pacifiques, il s'agit de stratégies de ségrégation et de démolition. Si l'égalité de participation doit être recherchée dans la pratique, plutôt que du pragmatisme sous l'égide d'un chef, c'est une question de débat et de rotation des tâches. Plus que d'organisation, il s'agit de tissu social, d'espaces de vie où les relations sociales à tous les niveaux peuvent être repensées ; ou plutôt d'une contre-société rebelle, avec ses propres habitudes coopératives et défensives en marge du système. Et qui dit contre-société dit contre-culture, dans la conception et le développement de laquelle l'esprit libertaire – à condition qu'il se débarrasse du lest des modalités idéologiques ratées et des clichés à la mode – a beaucoup à apporter.

Miguel Amorós, le 9 février 2025.

Texte original en espagnol :

“El anarquismo hoy

Pensamiento libertario y participación popular en el siglo XXI”



L'anarcho-syndicalisme face aux temps difficiles

« Le moment est donc venu de concrétiser et de définir le syndicalisme de notre époque en le plaçant exactement à la place qui lui revient face à son adversaire, le capitalisme. »

Pierre Besnard, *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, 1930.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'anarcho-syndicalisme n'était guère plus qu'une relique historique, témoin des jours meilleurs d'un prolétariat fier et étranger aux normes de la société capitaliste. Sa réapparition en Espagne dans les années 1970 fut la conséquence du développement, pendant la fin du franquisme, d'un mouvement ouvrier autonome, qui s'organisait en assemblées, nommait des délégués avec mandat impératif et recourait à des piquets de grève pour informer et se défendre. Ignorant toute la législation anti-travail de la dictature, il exerçait ses droits par l'action directe, l'occupation d'usines, les piquets de grève et les grèves sauvages.

Malgré tout, la contre-offensive conjointe de l'État, des partis politiques et du patronat, par le biais d'élections syndicales, a réussi à imposer un nouveau syndicalisme de concertation verticale qui a hérité à la fois des structures travaillistes du franquisme et de leur fonction neutralisante et paralysante. C'est précisément afin d'empêcher les centrales bureaucratiques légalisées, soutenues par le patronat et les partis, d'accaparer et d'usurper la représentation de la classe ouvrière, que la majorité du mouvement assembléiste s'est organisée en syndicats indépendants, dont certains ont adopté les tactiques et les objectifs de l'idéologie anarcho-syndicaliste. Les causes de l'échec de cette stratégie sont à rechercher dans le travail de sappe des centrales susmentionnées, dans la reconstruction ratée de la CNT et, surtout, dans le prolétariat lui-même.

S'il est vrai que, selon un adage bien connu, le passé dramatique du syndicalisme révolutionnaire se répéterait souvent à l'avenir sous forme de farce, il n'en était pas moins vrai que pendant la transition politique vers la partitocratie post-franquiste, les travailleurs dans leur majorité n'aspiraient pas à un changement social radical, dont le coût avait été illustré par les morts de Vitoria ², et se contentaient d'une amélioration immédiate de leur situation économique et d'une assistance juridique bon marché pour des cas isolés. Réorganiser une CNT ouverte aux tendances les plus opposées et aux aventuriers les plus abjects que l'on puisse imaginer ne fut pas une idée très brillante. Le fétichisme des sigles et le patriotisme organique furent des facteurs néfastes. Les forces de l'ancien régime et celles qui les ont remplacées surent mieux profiter du moment critique pour renforcer l'État et stabiliser le capitalisme national, en sabotant la moindre initiative indépendante du prolétariat. Ce furent les années des accords de la Moncloa, de l'incendie du Scala et du Statut des Travailleurs. Après les élections syndicales de 1978, les ouvriers renoncèrent non seulement à gérer les changements politico-sociaux qui se produisaient, mais aussi à tenir des assemblées libres pour discuter de leurs conventions et élire leurs représentants. Les rares comités d'entreprise, commissions représentatives et conseils d'usine qui existaient ne parvinrent pas à se consolider, pas plus que les syndicats qui les avaient favorisés à s'étendre. Avec une attitude passive difficile à comprendre, la classe ouvrière de la Transition [du franquisme à la démocratie ; NdT], fatiguée et désorganisée, sous la pression du chômage et des licenciements, ne se maintint même pas sur la défensive. Les rares noyaux anarcho-sindicalistes survivants se virent contraints à se centrer sur la défense de l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat dans un marché du travail plus compétitif. A cette fin, la solution CGT était beaucoup moins libertaire mais plus fonctionnelle. Quoi qu'il en soit, elle n'empêchait pas le déclassé. C'était la fin de

² Une série de grèves commencées en janvier 1976 dans plusieurs entreprises de la ville de Vitoria, au Pays basque, se sont durcies après le refus du patronat de négocier avec d'autres représentants que ceux des syndicats officiels. Le 3 mars la police ouvre le feu sur des manifestants, tuant trois civils et en blessant une trentaine d'autres. Voir *Los Incontrolados* (Miguel Amorós & Jaime Semprún), *Le manuscrit trouvé à Vitoria*, avril 1977. [NdT]

l'utopie et l'épiphanie de la soi-disant « démocratie ». Le principe de base de l'anarcho-syndicalisme selon lequel les syndicats constitueraient le principal instrument de la révolution et de l'émancipation intégrale de la classe, l'outil organique permettant d'éviter une dictature du parti – et un État –, ou l'organe avec lequel une société communiste libertaire serait construite, restait en suspens. À ces facteurs conjoncturels s'ajoutaient d'autres facteurs de nature structurelle.

Le capitalisme national sortit de la crise provoquée par la hausse du prix du pétrole et les grèves en s'engageant dans un processus de restructuration et de reconversion industrielle qui conduit à la fermeture de nombreuses usines. La « modernisation » des années 1980 – la « transition économique » – n'était rien d'autre que l'adaptation de l'économie espagnole au marché capitaliste européen, et consistait essentiellement à expulser la main-d'œuvre du processus productif et à la déplacer vers des emplois improductifs. En moins d'une décennie, le prolétariat industriel perdit presque tout son poids dans l'économie, au profit des salariés de la finance, du commerce, de la logistique, du tourisme et de la fonction publique, secteurs beaucoup moins organisés et combatifs, peu égalitaristes et peu attirés par l'autonomie. La disparition des grèves de solidarité était un signe avant-coureur des mauvais temps à venir. Les restrictions extrêmes du droit de grève et l'interdiction expresse d'autres formes de lutte autrefois courantes purent être mises en place sans difficulté. Les idées dominantes dans les milieux ouvriers subirent une complète régression. Le sentiment d'appartenance à une classe s'est très rapidement dilué dans le contexte d'une conjoncture complexe et difficile. Au cours des années 1980, les assemblées dans les entreprises en crise et les assemblées de chômeurs se centrèrent sur la défense de l'emploi. Les syndicats s'occupèrent de l'affiliation encore illégale des employés et des fonctionnaires. L'État, engagé dans un processus de croissance sans précédent, fut sollicité par les parties comme médiateur entre le capital et le travail, grand créateur d'emplois et régulateur du marché. L'emploi généré par le boom touristique et l'immobilier, la fonction publique et la libération des actifs des Caisses d'Épargne répandirent les habitudes consuméristes bourgeoises parmi les masses salariées. La famille traditionnelle se

décomposa, le tissu social inexorablement s'effiloça et chacun se détacha du passé pour se plonger entièrement dans une vie privée marchandisée : là où il y avait auparavant une conscience de classe, il n'y avait plus qu'une mentalité de classe moyenne, satisfaite, individualiste et dépendante. La société de consommation fut nommée « État providence ».

Au cours des années 1990, en pleine mondialisation financière, l'illusion de stabilité et de prospérité prolongée provoquée par l'abondance du crédit et la facilité la facilité à contracter des emprunts hypothécaires facilita un conformisme parmi les salariés et salariées plus profond que celui que la dictature de Franco avait pu imposer par la force. Alors que la transition touchait à sa fin, l'État reculait face aux marchés mondiaux et abandonnait son rôle de médiateur, malgré les supplications des classes moyennes salariées et des appareils syndicaux institutionnalisés. Le syndicalisme alternatif commença à se préoccuper davantage de ceux qui se trouvaient dans une position sociale plus faible, sans capacité d'exercer leurs propres droits, à savoir les chômeurs, les prisonniers, les travailleurs peu qualifiés (souvent précaires), les « sans-abri » et la main-d'œuvre immigrée surexploitée. Malheureusement, la défense syndicale de la main-d'œuvre reléguée ou exclue était un phénomène marginal. Cette main-d'œuvre était loin de former un sujet politique commun et de jouer ainsi un rôle actif important. D'autre part, le syndicat avait depuis longtemps cessé d'être le fer de lance d'un mouvement ouvrier en pleine déroute. L'anticapitalisme n'était plus ancré dans les lieux de travail, et l'objectif libérateur ne visait plus l'autogestion de la production et de la distribution. Ceci, en l'état, ne changeait en rien la nature pernicieuse des deux, ni n'altérait leurs fondements capitalistes. Les professions et les métiers étaient tellement dégradés que plus personne dans le fond n'aimait son travail, et encore moins son lieu de travail. Le travail était une condamnation, le prix de la survie que le régime capitaliste imposait à la majorité des mortels. La généralisation du travail précaire conduisait au rejet du travail en soi, plutôt qu'à revendiquer sa « dignité ». Le « Ne travaillez jamais ! » – l'abolition du travail – répondait davantage à un désir de libération qu'à une revendication d'« emplois de qualité ». De plus, si l'on considère le

caractère superflu et inutile de la plupart des emplois, on comprend pourquoi l'idée de l'expropriation des moyens de production ne suscitait guère de passions. À l'ère de l'automatisation de la production et d'une grande partie des services, de la monnaie virtuelle, de l'essor de classes moyennes craintives, de l'endettement des masses, des services minimaux surdimensionnés et de l'état d'urgence, l'arme fondamentale de l'anarcho-syndicalisme, la grève générale, ne pouvait plus paralyser le système comme l'on fait une pandémie ou une panne d'électricité. À plus forte raison, la perspective d'une révolution menée par les syndicats s'était évanouie dans le ciel de l'idéologie. Si les centrales libertaires ne prenaient pas en considération tous ces éléments, elles entreraient en contradiction avec elles-mêmes.

Les conséquences néfastes du développement ne s'arrêtaient pas aux emplois merdiques. La croissance infinie entraîna l'exploitation intensive la plus insensée de la nature. En conséquence, l'économie se heurta non seulement à la barrière des ressources naturelles limitées, principalement énergétiques, mais aussi à la détérioration des conditions de la vie sur Terre. À mesure que la production mondiale de combustibles fossiles et de métaux « stratégiques » commença à diminuer, et étant donné que la croissance économique mettait en danger la survie humaine, le capital sciait la branche de l'arbre sur lequel il était assis. Sa reproduction devenait de plus en plus difficile, ce qui laissait présager une crise d'un autre type, écologique, destinée par ses implications à occuper le centre de la question sociale. Et comme toutes les crises, elle allait être utilisée par le capital au profit de son expansion. Dans une optique capitaliste, le désastre peut être une source de profits, la principale même. Pour les dirigeants catastrophistes, le nouveau capitalisme doit être vert, décarboné et électrique, c'est-à-dire extractiviste, sinon il ne peut être. Les nouvelles technologies sont la solution. Désireux de s'insérer dans cette refonte, les écologistes modérés ont fait la queue dans les bureaux. Les stratégies « duales » ont cet effet. Les multinationales de l'énergie les engagèrent pour concevoir des modules de développement durable et d'économie circulaire capitaliste. La grande crise de 2008 restaura le rôle de l'État dans l'économie financiarisée, ce qui accéléra le ravalement

écologique du capitalisme et établit les lignes directrices d'un développement techno-économique qualifié de « durable ».

En Galice, cela s'est traduit par l'eucalyptisation du pays et la construction de macro-usines de production de pâte à papier. En Castille-Léon, ce sont les macro-fermes et les incinérateurs ; dans d'autres régions, les « mers de plastique » [cultures maraîchères sous serre ; NdT], l'énergie nucléaire et les centrales éoliennes, photovoltaïques ou de biogaz. Au sein du gouvernement, le ministère de la Transition écologique. En fin de compte, le maillon le plus vulnérable du capitalisme s'est déplacé vers le territoire. Par la force des choses, les cercles de résistance ouvrière se voyaient contraints de prendre position face à des problèmes tels que la pollution, la perte de biodiversité, le changement climatique (et en corollaire, l'utilisation des combustibles fossiles), la motorisation privée, l'accumulation des déchets et, en général, les agressions incessantes contre l'environnement causées par l'agro-industrie, l'extractivisme et l'urbanisation galopante. En limitant leur champ d'action au monde du travail, les syndicats se plaçaient dans le même camp que les capitalistes, car ils ignoraient délibérément tant le caractère dispensable de la plupart des emplois, comme la nocivité des produits du travail, sans parler de l'impossibilité de socialiser de nombreuses activités industrielles, en particulier celles liées à l'agriculture.

Autrefois, dans la phase héroïque de la classe ouvrière, les travailleurs avaient déclaré des grèves « sociales », refusant de cuisiner des aliments avariés, de construire des maisons avec des matériaux inadéquats, de fabriquer des produits nocifs pour la santé, de frelater des boissons, etc. Aujourd'hui, en revanche, le travailleur ne remet pas en question l'utilité sociale du travail qu'il accomplit et est indifférent à la nature du produit qu'il contribue à fabriquer. Quel que soit le mal qu'il cause, cela ne semble pas l'affecter. Il est plus probable qu'il s'accroche à son travail et à son statut contre les écologistes, les conservationnistes, les paysans et les anti-développementalistes³. À quelques exceptions près, le prolétariat, docile ou contestataire, a toujours cru au progrès et au rôle libérateur de la

³ En espagnol, *antidesarrollistas* désigne les critiques du développement économique ou les anti-industriels, les critiques du capitalisme industriel. [NdT]

science et de la technique et lorsque la crise écologique, l'augmentation des inégalités et la numérisation mondiale ont discrédité cette croyance en révélant un monde déraciné et ingérable, il s'est replié sur ses intérêts immédiats. Mais qu'on le veuille ou non, à mesure que la destruction environnementale progressera, la défense unilatérale de l'emploi entrera de plus en plus en conflit avec la défense de la terre et de l'espèce. La plupart des syndicalistes s'enferment dans la première, tandis que les écologistes professionnels et les plateformes *light* tentent de concilier la seconde avec le développement vert et étatiste. Cependant, les agressions contre le territoire et la « cherté de la vie » ne cesseront de croître parallèlement aux agglomérations, aux zones résidentielles et aux infrastructures de toutes sortes. La dynamique capitaliste est essentiellement destructrice, et il n'existe aucun remède effectif pour en atténuer les nuisances. À ce stade, les anarcho-syndicalistes doivent repenser en profondeur leurs tactiques et leurs objectifs finaux.

Les travailleurs d'aujourd'hui ne se trouvent pas dans les mêmes conditions qu'au début du XX^e siècle, et leur désir de vivre en tournant le dos à l'État n'est plus le même. Nous ne sommes plus à l'époque du congrès d'Amiens ou de celui de la Comedia. Il n'existe pas de milieu ouvrier fermé sur lui-même, avec ses règles et ses coutumes. Les relations de marché se sont imposées dans la vie quotidienne des ouvriers, détruisant la sociabilité de leur monde et obscurcissant leur conscience de classe distincte. Leur voix a été pratiquement confisquée par des professionnels de la représentation fallacieuse. D'autre part, même s'ils se développaient considérablement, il est peu probable que les syndicats soient capables de se débarrasser du capitalisme et d'assurer le déroulement d'une révolution sociale. À l'isolement national relatif d'avant la guerre a succédé une interdépendance mondiale vraiment étonnante. Une révolution syndicaliste ne survivrait pas plus de quelques jours dans un seul pays, victime des pénuries et autres problèmes causés par le blocage de l'économie. Mais si le régime capitaliste n'est plus le même, l'État non plus. Les mécanismes de contrôle social n'étaient pas aussi puissants auparavant, et la peur n'était pas un facteur de domestication aussi efficace. Les syndicalistes n'ont pas en face d'eux des policiers de base et des petits patrons, mais des

équipes répressives sophistiquées, un armement complexe, un appareil de domestication imposant et des groupes de cadres transnationaux. Comme le rapport de forces est si inégal, les tactiques de lutte devront être beaucoup plus réfléchies ; quoi qu'il en soit, la priorité aujourd'hui n'est pas le recours à la violence, mais la fin d'une mentalité résignée. L'autodéfense viendra ensuite.

Dans le but de recomposer une société civile fondée sur la production aussi éloignée que possible de l'État – et sans abandonner la lutte pour le bien-être de tous les travailleurs –, les syndicats à l'esprit libertaire devront revitaliser, avec plus que de la propagande, non seulement leur internationalisme, mais aussi le sens communautaire, la tradition orale et les valeurs de solidarité qui dominaient à l'époque pré-consumériste. Pour cela, ils auront besoin d'une praxis anarchique positive. En principe, ils s'efforceront de résoudre la question de l'approvisionnement en marge du système – en s'éloignant autant que possible du capitalisme –, ce qui les amènera à accorder une plus grande attention aux réseaux d'échange, aux technologies alternatives, aux soupes populaires, aux cliniques gratuites, à l'enseignement libre, aux jardins collectifs et aux coopératives. Ils devront jeter des ponts vers ce qui reste de la paysannerie indépendante et apporter leurs forces dans les luttes contre la prédation du territoire. Plus le prolétariat garantira sa subsistance en dehors des échanges marchands, moins il dépendra du Capital et de l'État, et plus il aura de liberté pour penser, choisir ses armes et ses alliés. Entre autres choses, il devra revoir ou préciser ses objectifs, tels que la souveraineté alimentaire ou l'autogestion. Aujourd'hui, cette dernière concerne avant tout la décolonisation marchande de la vie quotidienne et, compte tenu de la nocivité d'une grande partie de la production dans le capitalisme tardif, la seule autogestion possible est celle de son démantèlement. Fini le progressisme ouvrier et la foi syndicale dans le développement économique et industriel, héritage de la bourgeoisie. Les anarcho-syndicalistes en prendront bonne note. Tout comme ils prennent note de la hausse du coût du logement, pire conséquence de la recherche du profit privé. Habiter était un droit que les fonds d'investissement ont transformé en calvaire. La condition prolétaire actuelle se définit mieux aujourd'hui par les difficultés de logement, dont sont le reflet les mouvements pour le

logement, la lutte contre les expulsions, les occupations de terrains, les syndicats de locataires et les tentatives d'installation à la campagne. Le mouvement anarcho-syndicaliste doit être à la tête de la résistance à la gentrification.

Paradoxalement, l'une des missions futures du nouveau prolétariat – classe urbaine de fait, ou plus exactement périurbaine – sera d'équilibrer le territoire en démantelant les conurbations, que ce soit par le biais de syndicats radicaux ou de conseils, d'associations de producteurs, d'assemblées de producteurs, de communautés paysannes et de toute autre forme d'auto-organisation qui se présentera. Même si désormais la question sociale réside avant tout dans la vie quotidienne et la défense du territoire contre les intérêts spéculatifs et l'administration qui les soutient, les troupes de défense, centrées sur le travail salarié, le logement, la santé et les transports, proviendront majoritairement des agglomérations urbaines.

En principe, la convergence entre la lutte pour la subsistance, propre au syndicalisme, et la lutte contre la catastrophe environnementale, typique de l'anti-développement, a trouvé son expression synthétique dans le slogan des Gilets jaunes français : « *Fin du monde, fin du mois, même combat !* ».

À partir de là, tout ou presque tout reste à faire.

Miguel Amorós,
conférence lors de la 2nd Rencontre du livre anarchiste
organisée par l'Union Syndicaliste de La Coruña,
le 24 mai 2025.

Texte original en espagnol :

“El anarcosindicalismo frente a los malos tiempos”



Les causes probables de la montée de l'extrême droite dans le monde capitaliste

Le phénomène politique le plus marquant de notre époque récente, que certains appellent à juste titre l'ère des dirigeants autoritaires, est la montée de l'extrême droite dans les pays capitalistes partitocratiques ⁴. Certains préfèrent l'appeler la nouvelle droite radicale, ultra-nationaliste ou populiste, et les plus belliqueux, la droite néo-fasciste. Pour une raison ou pour une autre, une foule déçue et en colère, dont certains travailleurs, qui se sentent lésés, discriminés ou insuffisamment pris en considération par les institutions auxquelles ils avaient fait confiance, se tourne vers cette option politique. Ni Franco, ni Hitler, ni Mussolini n'ont été ressuscités, même si le révisionnisme historique jette une lumière nostalgique sur leurs régimes et encourage leur compréhension relative. Il s'agit d'un phénomène très moderne. Pour mieux le comprendre, il est nécessaire d'étudier le contexte dans lequel il se produit afin de révéler un à un les facteurs qui ont contribué à son émergence et à son développement. Tout d'abord, la disparition du mouvement ouvrier.

En Espagne, au moins depuis les années 80 du siècle dernier, on ne peut plus parler ni de mouvement ouvrier, ni d'autonomie prolétarienne, ni de conscience de classe. Les augmentations salariales obtenues au cours de la décennie précédente, la peur du chômage, ajoutées à l'intervention des syndicats organisés sous l'égide du gouvernement, qui ont monopolisé les négociations et démantelé les assemblées de travailleurs, ont provoqué une vague de conformisme si généralisée qu'elle a engendré un

⁴ Dirigé par des partis politiques dans le cadre d'une démocratie parlementaire. [NdT]

déclassement impossible à inverser. La prépondérance du secteur tertiaire, l'automatisation des processus de production, la reconversion industrielle, l'installation des masses ouvrières à la périphérie des grandes villes et la croissance économique liée aux premières phases de la mondialisation, ont rendu possible une atmosphère consumériste qui a donné naissance à une nouvelle classe moyenne salariée. C'est la fin du mouvement ouvrier autonome. Le nouveau mode de vie a généré une mentalité individualiste et compétitive très éloignée des valeurs qui caractérisaient autrefois la classe ouvrière. La vie privée a alors complètement supplanté la vie sociale, permettant au syndicalisme et à la politique de se professionnaliser et de se corrompre, s'intégrant dans le monde de la marchandise comme un travail bien rémunéré et une opportunité de promotion sociale, toujours, bien sûr, au service des intérêts dominants.

L'immersion dans la vie privée, l'isolement social typique des banlieues métropolitaines, l'indifférence à l'égard de la politique – qui se traduit par une acceptation passive du système parlementaire –, l'endettement et le souci de la sécurité sont les traits qui définissent le mieux la nouvelle classe moyenne, ou plutôt la « majorité prudente », comme l'appelleront plus tard les conseillers du dernier président sociolibéral. Le niveau de revenu était secondaire, car il ne modifiait guère l'idéologie mésocratique⁵ : même aujourd'hui, alors que la véritable classe moyenne s'appauvrit à vue d'œil, 60 % de la population se considère comme appartenant à cette classe et seulement 10 % se perçoit comme appartenant à la classe ouvrière. Le facteur « classe moyenne » a été déterminant dans la paralysie sociale qui s'est maintenue même dans une situation d'inégalité manifeste et de dégradation de ce que l'on appelle « l'État-providence » ou « l'État de droit », ou plus précisément dans la détérioration des services publics qui justifiaient la domination paternaliste de l'État. La peur paralyse et c'est la grande passion d'une classe qui a ignoré la solidarité et n'a pas su quoi faire de la liberté. La panique nourrit ses fantômes, contre lesquels la demande de protection à l'encontre tout ennemi réel ou imaginaire est au premier rang de ses revendications.

⁵ *Ideología mesocrática*: système d'idées propre à la classe moyenne ; NdT.

L'hégémonie de la classe moyenne a eu des conséquences non seulement pratiques, comme l'abandon de l'anticapitalisme dans les milieux populaires, mais aussi idéologiques, avec le concept fourre-tout de « citoyenneté », nouveau sujet politique imaginaire du discours de gauche. Des curiosités étranges, courantes dans les universités américaines, comme le credo *queer*, la *deep ecology*, l'intersectionnalité et la *critical race theory*, se sont répandues en Europe à une vitesse incroyable dans les mouvements sociaux et la politique postmoderne, au point que leur vocabulaire a pénétré le langage commun des activistes à la page et des politiciens branchés. La démolition des notions de classe, de raison, de révolution, d'émancipation, d'aliénation, d'entraide, de prolétariat, de mémoire, de communisme, etc. a permis au non-sens, à la contradiction et au délire de s'installer dans la pensée spéculative et le langage militant, encourageant toutes sortes de comportements irrationnels et sectaires. L'ennemi exploiteur n'est plus la bourgeoisie oppressive et l'État, mais, selon les nouveaux paramètres progressistes, le mâle blanc hétérosexuel et omnivore, raciste et violeur en puissance. La lutte des classes a été remplacée par la lutte des sexes. Le ressenti identitaire est confondu avec la conscience prolétarienne, et l'idée de « diversité » avec l'universalité. Les piquets de grève et les grèves ouvrières sont remplacés par l'*escrache*⁶ et la *cancel culture*. La défense du territoire est assimilée à une lutte contre le patriarcat... et ainsi de suite. En deux décennies de postmodernité petite-bourgeoise, une contre-révolution culturelle complète a eu lieu. Les révolutions qui ont servi de piliers historiques aux protestations ont cessé d'être des références. En bref, la pensée libre, rationnelle et révolutionnaire a été liquidée au profit de la doctrine *woke*. La domination financière est tellement consolidée qu'aujourd'hui elle n'a pas besoin de raisons, il lui suffit d'avoir la déraison de son côté.

La crise financière de 2008 a ébranlé la société capitaliste dans ses fondements. La préférence de l'État pour les banques et l'insuffisance des palliatifs sociaux ont conduit à une désaffection majeure pour les partis traditionnels, sans doute le principal facteur de la montée de la droite. Le

⁶ *Escrache* est le nom donné en Argentine, Uruguay, Espagne et d'autres pays hispanophones à un certain type de manifestation publique où des activistes se rendent sur le lieu de travail ou le domicile de celles et ceux qu'ils veulent dénoncer publiquement. [NdT]

déclin et le discrédit des gouvernements provoqués par le jeu des partis, qualifié de « démocratie représentative » ou simplement de « démocratie », ont été manifestes. La classe moyenne – en particulier ses secteurs à faibles revenus et peu éduqués – a réagi durement contre l'élite financière, le gouvernement et les Cortes⁷, en soutenant des partis critiques improvisés par la droite et la gauche, et promus par les médias à grand renfort de publicité. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'ils soient assimilés par le système qu'ils voulaient régénérer. Le spectacle du renouveau a permis de conjurer provisoirement la crise politique ; la crise économique a été mal contenue avec la réduction des dépenses publiques et les tentatives d'écologisation de la production et de la consommation. La farce a été de courte durée puisque la crise migratoire de 2015 et l'épisode pandémique de 2020 en ont précipité la fin. Le mécontentement général provoqué par la difficulté à trouver du travail, les emplois précaires, le prix des logements, le manque de soins de santé, les retraites minuscules, le prix de l'essence, etc. n'a fait qu'accentuer la désaffection à l'égard de la politique et renforcer la conviction des populations en bute à ces problèmes que le parlementarisme avait échoué et ne fonctionnait plus. Grâce à une crise prolongée, apparemment sans issue, le secret de l'élite politique est devenu public : elle n'est rien d'autre qu'une caste avec ses propres intérêts, étrangers à ceux de ses électeurs, mais étroitement liés à la survie du capitalisme. Les conséquences du malaise et de la frustration se sont immédiatement fait sentir avec des taux d'abstention élevés et l'émergence de partis populistes qui ont exploité le sentiment d'insécurité de la population effrayée et qui ont lancé des slogans composés des clichés de la gauche post-moderne à l'envers. Si le politiquement correct, l'alarmisme climatique et le langage inclusif étaient déjà l'apanage de la classe dirigeante, l'insulte, le négationnisme et le sexisme constitueront le langage anti-système du présent. C'est ce que comprend la nouvelle populace, qui sait parfaitement faire siennes les revendications sociales que les partis et syndicats classiques, trop ancrés dans les structures du pouvoir, ont négligées.

⁷ Les *Cortes Generales* constituent le parlement bicaméral de l'Espagne, institués par la Constitution de 1978. [NdT]

Misogynie, homophobie, transphobie et racisme viendront orner, sans grande originalité, un discours de défense de la famille traditionnelle, de la religion catholique, du sexe biologique, de la propriété, du nationalisme et des mythes patriotiques. Les idéaux universalistes de la classe ouvrière ayant disparu, sont remplacés par des projets identitaires nationalistes, ouvertement xénophobes, hostiles au pluralisme culturel et aux langues vernaculaires. L'étranger y est l'ennemi suprême, la plus grande menace pour l'identité. Surtout s'il est musulman. L'extrême pauvreté causée par la mondialisation et la géopolitique dans de nombreux pays ont poussé de nombreux migrants vers la ville capitaliste, où ils survivent grâce à des emplois dont personne ne veut, comblant les vides laissés par le départ à la retraite d'une population de travailleurs vieillissants. La racialisation du prolétariat a été un autre facteur de la montée de l'extrême droite, car elle a non seulement fourni aux masses de la *lumpenbourgeoisie*⁸ un bouc émissaire idéal, le migrant sans papiers, criminel présumé, mais elle a également détourné l'attention du véritable ennemi, la classe dirigeante capitaliste et ses auxiliaires politiques.

L'existence d'autres modèles de capitalisme plus efficaces, comme ceux de la Russie et de la Chine, sous la tutelle d'hommes forts soutenus soit par de puissants appareils policiers et militaires, soit par des bureaucraties politico-administratives tentaculaires, a été une source d'inspiration et un point de référence pour les dissidents du conservatisme conventionnel et d'autres « démocrates alternatifs » anti-progressistes. C'est pourquoi ils sont partisans de ne pas s'aligner sur la politique étrangère des États-Unis. Pour la pensée autoritaire post-idéologique, l'inutilité des parlements s'étend à l'inutilité des partis, des syndicats et des garanties légales, tandis que le naufrage du libéralisme économique keynésien et thatchérien impose de confier la direction politique de l'économie à un *leader* providentiel en bonnes relations avec la Russie, l'Iran et la Chine. Cependant, l'extrême droite n'est pas radicalement anti-européenne, ni ne se prononce contre le système parlementaire : elle est encline à changer l'Union Européenne et les

⁸ *Lumpenbourgeoisie* est un terme d'inspiration marxiste utilisé principalement dans le contexte des élites coloniales et néocoloniales d'Amérique latine, qui étant devenues très dépendantes des puissances coloniales, en sont devenues le principal soutien. [NdT]

parlements de l'intérieur et petit à petit. En matière institutionnelle, elle est plutôt modérée, car elle se veut avant tout le parti de l'ordre. Pour cela, elle doit gagner des élections. Et conclure des alliances. Une fois de plus, la technologie fournira les outils nécessaires à la concrétisation de la stratégie *ultra* : les réseaux sociaux. Ils seront le facteur décisif.

Les réseaux ont joué le même rôle que la radio dans la montée du parti nazi. Au cours des dix dernières années, l'information et la politique se sont profondément transformées grâce aux algorithmes des plateformes. L'influence de la presse officielle s'est effondrée. La compréhension du temps s'est obscurcie : le futur, lieu des utopies, ne compte plus ; le passé, dépositaire d'un âge d'or des possibles, ne sert qu'à légitimer l'identité choisie. Le présent est le temps hégémonique ; le monde des réseaux est devenu furieusement présentiste. Dans la société de l'immédiateté ignorante, le *citoyennisme* du post-gauchisme est devenu une multitude numérique, une masse qui s'informe, se nourrit et se coordonne dans le cyberspace en temps réel. L'occasion, qui ouvre aussi la porte à un contrôle social exhaustif, a été saisie politiquement par les mouvements gauchistes émergents, mais ce sont les sites post-fascistes qui ont fini par rafler la mise. Leur fusion avec les réseaux et les applications a donné naissance à un monstre qu'il sera impossible d'arrêter. Dans le cybermonde, les contenus aberrants et irrationnels attirent beaucoup plus l'attention, car ils provoquent des réactions émotionnelles, des controverses et de l'indignation. C'est pourquoi la désinformation, les rumeurs, les mensonges, les complots et les canulars deviennent aujourd'hui une réalité sur le web : ils fournissent aux communautés virtuelles de mécontents de nouvelles clés d'interprétation de la réalité. Les *fake news* se propagent paraît-il six fois plus vite que les vraies informations. En effet, il existe un peuple désabusé et rancunier qui déteste les politiciens (en particulier les ex-« anti-système » cooptés par le pouvoir, les gauchistes bien installés) et qui est de plus en plus réceptif aux arguments provenant d'une réalité parallèle à celle décrite par les journalistes pro-gouvernementaux, ce qui le rend facilement manipulable par les experts du chaos. L'information et la politique ont fait un bond en avant dans la falsification en même temps que la conscience historique a reculé. Ayant perdu la mémoire, en proie aux algorithmes, le *peuple* n'est plus ce qu'il était. La colère populaire non plus.

Sans digues efficaces et favorisée par la crise – économique, environnementale, politique, culturelle – la vague d’extrême droite continuera à gagner le soutien des petits exploitants agricoles, de la classe moyenne appauvrie et des travailleurs blancs exclus, qui vivent dans les petites villes, à la périphérie des grandes villes et dans les zones désindustrialisées. Elle s’empare de la base sociale de l’ancien stalinisme, politiquement liquidé après la chute du rideau de fer. Paradoxalement, l’extrême droite leur fait moins peur que l’*establishment*.

La nouvelle voie européenne imposée par la future catastrophe présente des caractéristiques similaires à celles préconisées par l’extrémisme. L’improbable sortie de crise appelle des mesures de dérégulation sur les questions environnementales, des politiques d’austérité, des tarifs à l’importation, des changements dans les plans de défense (notamment vis-à-vis de l’Ukraine), des alternatives à la paupérisation et des préconisations restrictives sur les migrations et les libertés, qui ne peuvent s’accommoder que d’un repli nationaliste. Si la droite radicale triomphe, le démantèlement contrôlé de l’Union européenne, rêve de la bourgeoisie éclairée victorieuse du nazisme, se profile à l’horizon. Le socle politique qui l’a soutenu, l’alliance bénie par Washington entre les sociaux-démocrates et les conservateurs, sera en lambeaux. En termes de pouvoir effectif, cela signifierait qu’une partie des exécutifs transnationaux envisagent la poursuite du projet européiste, qui devient onéreux et politiquement de moins en moins viable. Avec sa fin, un nouveau cycle capitaliste et un nouveau chapitre de la domination bourgeoise s’achèveraient.

Pour les résistants au désastre, un panorama décourageant mais instable s’ouvre, au point que toutes les issues sont possibles. Y compris les meilleures.

Miguel Amorós, 22 juin 2024.

Texte original en espagnol :

**“Las causas probables del ascenso de la extrema derecha
en el mundo capitalista”**



Le luddisme en cette fin de civilisation industrielle

Aujourd'hui, il est banal de dire que la civilisation industrielle n'a pas d'avenir et qu'elle tente de prolonger le dernier cycle de prospérité déjà achevé, et donc la soumission des populations au mode de vie industriel, autant par des alertes catastrophiques que par la fuite en avant dans l'innovation numérique. La croissance à tout prix est depuis longtemps en contradiction insoluble avec le mode de production capitaliste, et plus personne ne croit que la technologie apportera des solutions durables. L'épuisement prévisible des ressources, l'explosion démographique, la perte de fertilité des sols, la pollution, l'urbanisation galopante, la déforestation, la multiplication des déchets, la crise énergétique et le changement climatique témoignent de la déréliction du capitalisme dans sa phase « verte » actuelle. Loin de ralentir ce processus, les « nouvelles technologies » l'accroissent. La course à l'accumulation du capital se heurte non seulement aux barrières économiques et sociales, mais aussi aux limites imposées par la nature.

Si l'appauvrissement progressif et la précarisation de la population salariée, ainsi que la marginalisation et l'exclusion des travailleurs excédentaires, sont inévitables dans un tel processus cumulatif, les conséquences de l'extractivisme effréné auquel sont soumis les territoires offrent un panorama encore plus désolant. Le métabolisme de la société avec la nature menace directement la survie de l'humanité. C'est pourquoi les classes dirigeantes ont troqué l'idéologie du progrès, d'abord pour le « développement durable » et, plus récemment, pour l'idéologie de l'effondrement, la collapsologie [et son indispensable complément, la « résilience » ; NdT]. Sans renoncer au culte élitiste de la technoscience, le

discours de la domination est devenu environnementaliste, puisque la principale source d'accumulation de la phase « verte » susmentionnée est la surexploitation du territoire.

Dans un avenir qui sera fait de difficultés et de catastrophes, le capitalisme sera écologiste ou ne sera pas. Du point de vue des dirigeants, l'écologie est la science qui étudie le camouflage de l'exploitation de la nature à des fins économiques, ce qui le rapproche de l'environnementalisme. C'est l'origine des départements environnementaux des grandes entreprises et des « politiques territoriales » que met en œuvre l'État et les administrations régionales, toutes orientées vers la gestion des lendemains extractivistes et ce qu'ils appellent la « transition énergétique », c'est-à-dire la mise en œuvre massive de mégaprojets d'énergies renouvelables industrielles. Les scientifiques et les conseillers en écosystèmes jouent un rôle central dans ces politiques. Elles consistent à créer les conditions optimales pour l'activité extractiviste et à masquer le déséquilibre flagrant entre la société et la nature. Le système a besoin de mécanismes pour réguler ses excès sans nuire aux promoteurs des « projets verts » qui rapportent de beaux dividendes. C'est le rôle dévolu à une fraction du « mouvement environnemental » qui tente d'agir comme un groupe de pression, une sorte de syndicat de consommateurs pour l'air pur, l'eau propre, la nourriture saine et les espaces verts. Une aide bienvenue pour le capitalisme qui, sans cette médiation, pourrait faire face à la radicalisation des protestations « citoyennes ». La tâche de l'environnementalisme intégré est de créer des soupapes de sécurité, des instances « transversales », participatives, négociatrices ou simplement consultatives, et si possible rémunératrices.

Le discours du « mouvement environnemental » susmentionné oscille entre identitarisme postmoderne et citoyenneté de gauche, sans négliger les conceptions mystiques (cultes naturalistes en tous genres), primitivistes (retour au paléolithique, anti-civilisation, sauvagerie) et antihumanistes (animalisme, *deep ecology*). Dans les luttes contre les effets néfastes d'une civilisation industrielle qui s'enfonce dans les immondices qu'elle produit, un tel mouvement ne poursuit pas une prise de conscience écologique radicale de la part de victimes révoltées, mais cherche à dialoguer avec les institutions en échange de la

pacification du conflit territorial. Il cherche à convaincre les dirigeants d'une gestion moins agressive de l'environnement, pas à les combattre. Il prend pour acquis la résignation des individus face à des problèmes qui les dépassent, et loin de chercher à la renverser, il la renforce en recourant à une peur infantilissante qui conduit à faire confiance à une autorité extérieure prétendument bienveillante. Voilà ce qu'est l'effondrement. C'est aussi le réformisme de la décroissance.

Mais la crise écologique – le décalage entre ce que la spiritualité appelle l'« Homme » et la « Nature » – est aussi économique et sociale, elle dépend du mode industriel de production, de culture, de commerce et de consommation ; bref du mode de vie actuellement dominant. Elle ne peut être résolue par des lois restrictives, des taxes touristiques, des captations de CO₂, des incitations à l'électrification ou des mesures punitives d'un ministère de l'environnement. Le grand ennemi, c'est le capital et l'État, leur développement incessant, leur soif de pouvoir et de plus-values, et non le zèle prédateur de quelques hommes d'affaires, le manque de civilité, l'absence de contrôle des naissances dans le « tiers monde », le rezonage ou la droite politique. Poser la crise comme le fruit de la fatalité, d'une mauvaise planification ou de l'abus, de la vénalité et de l'inconscience de quelques profiteurs nous oblige à chercher sa solution chez les vrais responsables, le marché capitaliste et ses diverses couvertures gouvernementales. Le problème est un problème de classe. La crise ne touchera jamais tout le monde dans les mêmes proportions : quelle que soit l'augmentation du prix de l'énergie, de l'eau, de la nourriture, etc. il y aura toujours ceux qui pourront payer plus cher et les autres.

Après ces réflexions, il est clair que nous ne sommes pas des écologistes. Nous sommes des individus conscients de la crise écologique et sociale et nous pensons que son dépassement ne passe pas par des ministères de la transition écologique ou de nouveaux pactes verts, mais par l'abolition du système hiérarchique-technologique-productiviste. Pour l'abolition du marché. Pour un autre modèle de production et d'alimentation. C'est la seule façon de développer une nouvelle sensibilité et rationalité, qui empêchera le retour de l'ordre industriel. Nous donnons la priorité à la reconstruction de la communauté dans la

résistance à l'industrialisation. Nous n'essayons pas de superposer mécaniquement la théorie écologique à la lutte des classes, et encore moins d'associer la question environnementale à la question sociale en faveur d'un réformisme politique « écosocialiste » ou décroissant, ou en faveur d'un quelconque parti vert. Nous sommes des critiques radicaux du développement économique et technologique plutôt que des écologistes. Contre le développement et anti-industriel, donc anticapitalistes.

Nous apprécions les apports de la critique écologique, tels que la l'exigence de décentralisation, de rééquilibrage avec la nature, de limitation de l'urbanisation, d'interdiction des polluants, de défense de la terre, de souveraineté alimentaire, de techniques conviviales, de recyclage, etc., mais nous n'essayons pas d'intégrer tout cela dans les formes de la politique traditionnelle (celle des partis et de l'État), car sa traduction en mesures effectives nécessite d'abord une sortie de l'ordre bourgeois et un changement social et économique qualitatif qui peut être qualifié de révolutionnaire – qui ne figure pas dans l'imaginaire écologiste. Nous apprécions davantage la vision biocentrique des communautés indigènes américaines, les méthodes traditionnelles de culture et de gestion territoriale de la paysannerie presque disparue, l'instinct de sabotage et de création du vieux syndicalisme et, en définitive, la volonté d'autogestion et d'auto-émancipation des peuples assujettis tels que les Mapuches, les Berbères et les Kurdes.

Nous sommes en quelque sorte de nouveaux luddites qui s'insurgent contre l'avenir que nous réservent l'économie mondiale et le mythe de la machine, avec cette particularité que nous n'avons plus de mode de vie à conserver, plus de culture à préserver, plus de règles morales à respecter, plus de pouvoir de décision à défendre. Les marchandises, et donc l'argent, grâce à la technologie numérique, ont en très peu de temps envahi le monde au point de changer radicalement la façon dont nous vivons et dont nous sommes en relation les uns avec les autres : elles ont redéfini le travail et les loisirs, reformulé les comportements et les normes, nuit gravement à l'environnement ; bref elles ont modifié ce que nous entendons par réalité. On peut à juste titre parler de catastrophe. Nous ne nous révoltons donc pas contre les machines qui détruisent la communauté des travailleurs et leurs coutumes, pour la simple raison

qu'il n'y a plus de communauté ni de coutumes aujourd'hui ; nous nous révoltons contre la société industrielle informatisée pour construire une communauté où de nouvelles habitudes de solidarité la consolideront. Nous voulons nous libérer à la fois des anciennes oppressions et de la nouvelle servitude imposée par l'économie et la numérisation. Échapper aux relations basées sur la domination du Capital technologiquement assisté et de l'État techno-cratiquement administré qui dégradent l'existence et détruisent les conditions de la vie sur Terre. C'est pourquoi nous refusons fermement la légitimité du profit privé, la hiérarchie bureaucratique et la centralisation politique, la recherche de la rentabilité comme valeur suprême ou le principe de l'innovation scientifico-technique, quelles qu'en soient les conséquences. La croissance économique ne doit pas être une priorité.

Nous voulons retrouver une autonomie de vie et une vie privée ; nous voulons abandonner non seulement le statut de salarié, mais aussi la condition de consommateur esclave de l'espace virtuel. Nous luttons contre ce saut qualitatif dans l'industrialisation et le contrôle social qui, en instrumentalisant l'écologie et à travers les médias numériques, perpétue les politiques développementalistes et conduit l'espèce humaine au bord du précipice. Nous nous sentons opprimés par ce phénomène et cherchons des moyens de nous en libérer. La perspective luddite vise le sabotage. Nous sommes favorables à la déclaration d'un état d'urgence plus social qu'écologique. Construire la communauté et empêcher le fonctionnement normal du système sont les deux pôles entre lesquels la dialectique de la résistance doit se déployer. Il n'est pas nécessaire de se prononcer en faveur de la violence, car la complexité même du système facilite sa répression sans même qu'il soit nécessaire de recourir à des méthodes extrêmes. C'est le lieu d'une forme de guérilla sans effusion de sang.

L'informatique – l'Internet – a été le fer de lance de la dernière révolution industrielle. En moins de dix ans, elle a bouleversé les savoirs, l'éducation, les hiérarchies, la finance, les marchés, les cultures, les emplois et la production, y compris la production de déchets. Nous sommes ainsi passés d'une économie productiviste ancrée dans l'industrie nationale à une économie tertiaire mondialisée dominée par

le capital financier, qui tente de surmonter ses difficultés majeures en faisant appel à la reconversion « verte » et numérique de la société. Il en résulte, comme nous l'avons déjà dit, une expansion incontrôlable des métropoles et des infrastructures, une croissance sans précédent des appareils de coercition et de contrôle social, le dépassement des limites biophysiques, des inégalités généralisées, la faim dans des régions entières et une atomisation sans précédent de la population qui, privée de tout lien collectif, est totalement à la merci des facteurs économiques, médiatiques et administratifs. Une population dont les besoins et les désirs sont constamment manipulés pour alimenter la demande et encourager la soumission aux impératifs politiques.

Notre objectif ultime est d'inverser la situation, ce qui passe par le démantèlement radical de la domination capitaliste. Il s'agit de construire un monde sur les ruines de l'ancien, fondé sur les valeurs et les pratiques communautaires jadis expérimentées, telles que l'équité, la réciprocité, l'autonomie, l'honnêteté, le jeu, la fête, le respect de la nature, le débat public et la décision collective. Des qualités et des expériences enrichies par de nouveaux apports et adaptées aux conditions présentes, c'est-à-dire actualisées. Il ne s'agit pas de revenir au passé, mais de nous tourner vers un avenir différent.

Car la civilisation industrielle n'a pas d'avenir.

Miguel Amorós, Diario16plus.com, le 12 avril 2024.

Texte original :

“El ludismo en las postrimerías de la civilización industrial”



Du même auteur, ouvrages en français :

Durruti dans le labyrinthe,
éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2007.

Les Situationnistes et l'Anarchie,
éditions de la Roue, 2012.

Ouvrage collectif,
Le Gouvernement par la peur au temps des catastrophes.
Réflexions anti-industrielles sur les possibilités de résistance,
éditions de la Roue, 2013.

Ouvrage collectif,
La Lampe hors de l'horloge.
Éléments de critique anti-industrielle,
éditions de la Roue, 2014.

Préliminaires,
une perspective anti-industrielle,
éditions de la Roue, 2015.

Hommage à la Révolution espagnole :
Les Amis de Durruti dans la guerre civile, 1936-1939,
éditions de la Roue, 2019.

Les Acratas à l'université centrale de Madrid, 1967-1969,
éditions de la Roue, 2021.

Brève histoire sociale du Rock
à l'usage des générations,
éditions de la Roue, 2025.



Sommaire

Qu'est-ce que l'anarchisme ?	1
L'anarchisme aujourd'hui <i>La pensée libertaire et</i> <i>la participation populaire au XXI^e siècle</i>	16
L'anarcho-syndicalisme face aux temps difficiles	21
Les causes probables de la montée de l'extrême droite dans le monde capitaliste	30
Le luddisme en cette fin de civilisation industrielle	37



Autre brochure du même auteur :

Où en sommes-nous ?

- Pour servir à éclaircir quelques aspects de la pratique critique en ces temps malades
- Le parti de l'État
- Quelques considérations sur le thème de la technique et la manière de combattre sa domination

1999

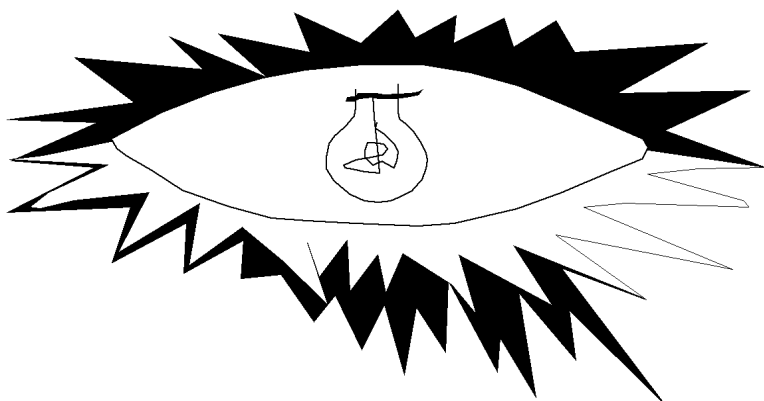
Brochure de 36 pages au format A5.

<https://archive.org/details/amoros-osn>

Edition réalisée par

Notes & Morceaux choisis

Bulletin critique des sciences, des technologies
et de la société industrielle



Bertrand Louart - Radio Zinzine - 04 300 Limans

Est-ce une doctrine, une idéologie, une méthode, une branche du socialisme, une ligne de conduite, une théorie politique ?

La réponse, en principe, est simple : l'anarchisme est ce que pensent et font les anarchistes et, en général, ceux qui se définissent comme ennemis de toute autorité et domination religieuse, sociale, économique et politique.

Prix Libre